ARLETTE SENNEGON-MEISTER

Gorbatchev vu de province

Miroir de l'expérience gorbatchévienne, la province renvoie une image des réformes en cours, débarrassée des faux reflets de la *Glasnost* de la presse moscovite.

Si l'enjeu de la restructuration pour l'économie soviétique est une relance de sa croissance, pour la province le pari est de savoir si celle-ci sera à même de réduire les inégalités de développement qui la frappent depuis toujours. Et si l'intéressement d'une population désabusée à l'effort collectif ne peut se faire qu'au prix d'une plus grande participation démocratique et par la restauration d'un minimum de dignité et de libertés individuelles, comment mettre ces principes en pratique dans la province, où le pouvoir démesuré des autorités locales du parti et du KGB est le garant de la stabilité politique, sans briser le consensus existant et le réveil dangereux des fermentations nationalistes ?

LA PROVINCE EN « PERESTROÏKA »

Selon leur niveau de développement, leur histoire propre, leur culture et la date de leur rattachement à l'Union soviétique, la province russe, les républiques baltes ou celles d'Asie centrale répondent différemment au mot d'ordre de la *perestroïka*.

En Russie

Comme ils se plaisent à le rappeler parfois, les Moscovites sont pour la plupart des provinciaux ayant gardé des attaches avec leur « campagne russe » natale et retournent régulièrement passer vacances

et fêtes à la *datcha* familiale entretenue par la mère ou la grand-mère tout au long de l'année. Ils rapportent alors, de leur expérience provinciale, cette formule lapidaire : « la *perestroïka* ne dépasse pas le grand *koltso* (ceinture des boulevards extérieurs de Moscou) ! » La route Moscou-Léningrad, construite selon une ligne droite par le tsar Pierre le Grand, s'étire le long d'une campagne désolée qui par endroits renvoie plutôt à des illustrations du siècle dernier : dépassés les 40 km de Moscou, limite au-delà de laquelle les étrangers doivent se munir d'une autorisation, des hameaux et villages se succèdent, brisant la monotonie des éternelles forêts de bouleaux, avec les mêmes isbas (maisons de bois privées la plupart du temps), d'où le confort est absent : les femmes vont puiser l'eau avec leurs seaux à balanciers sur les épaules, les bommes coupent le bois de chauffe, l'usage de l'électricité communale étant réservé en priorité au fonctionnement du kolkhoze, et au bord de la route les « vieilles » proposent aux automobilistes les maigres produits de leur lopin de terre autour de la maison, dont la superficie autorisée varie d'un demi à un hectare. L'unique magasin d'alimentation d'Etat n'offrant qu'un choix limité de boîtes de conserves et rarement de produits frais, une chaîne de solidarité, rare vestige d'un mode de vie rural détruit par la collectivisation, assure en variant la production d'une terre à l'autre la survie du village tout entier. Les centres urbains ressemblent eux-mêmes plus souvent à des bourgs qu'à des villes et font face à des pénuries alimentaires chroniques. A Smolensk, les habitants doivent parfois se lever à 5 heures du matin pour être sûrs d'avoir du pain, dont la fabrication limitée ne tient absolument pas compte de la demande. En Ukraine, région des raffineries sucrières, et terre d'élevage, le sucre est rationné (et ce d'ailleurs jusque dans la banlieue de Moscou), et le lait à Dnepropetrovsk n'est délivré que sur ordonnance pour les enfants en bas âge comme le raconte cette mère de famille venue s'approvisionner à Moscou en lait en poudre et biberons, eux aussi d'ailleurs introuvables ces derniers mois dans la capitale. La panique engendrée par les conséquences prévues de la réforme sur les prix, malgré les assurances gouvernementales qu'aucune hausse n'aurait lieu avant deux ans, fait que les gens, persuadés du contraire, stockent marchandises et provisions, aggravant ainsi les pénuries.

Qu'importent, par ailleurs, aux habitants d'Orenbourg en Sibérie occidentale, comme ils le disent eux-mêmes, la réhabilitation de l'écrivain Boris Pasternak, ou le traité américano-soviétique sur l'élimination des euromissiles, si « les magasins sont vides, la viande un luxe rare », et si selon un jeune médecin moscovite installé dans

la région « l'assistance médicale fait défaut, les hôpitaux renvoyant les malades chez eux faute de lits et de médicaments ». Des observateurs se souviennent que lors de ses premiers voyages en province, Gorbatchev recevait invariablement en réponse à ses exhortations politiques, des plaintes et revendications d'un niveau de vie meilleur.

La Sibérie, qui, par ses villes poussées comme des champignons sous l'effet du développement industriel, est considérée comme une espèce d'Eldorado où l'on vient encore faire fortune, c'est-à-dire louer sa force de travail en échange de salaires et d'un niveau de vie plus élevés qu'ailleurs en Union soviétique, reste dans ses villages et campagnes isolés du reste du monde par les glaces la moitié de l'année, une région encore en voie de développement. Si certains d'entre eux sont fiers de l'indépendance que cet isolement, malgré les privations, leur garantit, et que certains intellectuels disent y jouir d'une relative liberté de création, loin de la censure centrale, dans l'ensemble les Sibériens traduisent la *perestroïka* comme ce qui devrait « miraculeusement » entraîner un mieux-vivre quotidien. Dans un de ces petits villages où l'on vit l'hiver en autarcie, relié au centre urbain le plus proche par radio, ou par hélicoptères qui assurent le gros du ravitaillement et le transport des cas d'urgence (par exemple les femmes enceintes, car les accouchements à domicile ne sont pas autorisés en URSS), on rêve à l'heure de la refonte, de routes bitumées, de maisons en pierre, d'un programme de télévision supplémentaire et bien sûr d'une meilleure distribution de produits alimentaires et vestimentaires. Trois jeunes gens, interrogés sur ce qu'ils attendent de la *perestroïka*, l'ont compris comme un vieux rêve à réaliser : le premier en espérait la moto de ses rêves, alors que ses deux compagnons souhaitaient, l'un qu'elle lui permette de passer une journée à Moscou, pour visiter la ville et faire des achats, et l'autre qu'elle l'aide à devenir mécanicien automobile.

A Ivanovo, le « Manchester » russe d'hier et important centre textile de l'URSS aujourd'hui, qui s'enorgueillit d'avoir été la ville du premier soviet ouvrier en 1905, on teste la *perestroïka* sans trop de conviction. Les vieux communistes, qui croient au sens marxiste de l'histoire qu'aucune déviation ne peut entamer, parlent de la politique gorbatchévienne comme en substance « d'un mauvais moment à passer » et s'appuient sur leur expérience de la période Khrouchtchev, « qui n'a laissé aucune trace dans notre histoire », pour juger avec dédain les candidatures multiples aux élections des Soviets locaux ou encore les élections des directeurs d'entreprise. Ces derniers, s'ils admettent, comme celui de cette importante usine de construction mécanique, que c'est « une bonne réforme », montrent

par leur discours inquiet qu'elle soulève des problèmes insolubles : dans ce cas précis, la norme de qualité des grues à fabriquer, définie par le ministère de tutelle comme analogue à celle d'une firme japonaise, est impossible à atteindre sans une rénovation de 80 % de l'équipement de l'usine, irréalisable dans l'immédiat, vu le dérisoire capital d'investissement pour la modernisation des usines accordé par l'Etat ; d'autre part, l'autonomie de l'usine en autofinancement et autogestion se trouve limitée par le fait que celle-ci n'est toujours pas libre de choisir ses fournisseurs. Enfin, cette remarque sur le *rozrachiot* (autonomie comptable) qui en dit long sur le désarroi et l'incompréhension des directeurs, face à la réforme : « Le coût de la production est impossible à évaluer : il faudrait poser un compteur électrique devant chaque ouvrier pour calculer sa consommation d'électricité ! »

Plus serein, le directeur d'une usine de fabrication de machines textiles de Douchambé, au Tadjikistan, voit l'avantage immédiat de la réforme dans le fait qu'il « n'est plus obligé d'appeler chaque jour son ministère à Moscou pour prendre les consignes de travail ».

Mais dans l'ensemble, l'incompréhension sur la portée économique de la réforme subsiste, dans la mesure où les travailleurs et les cadres pensent qu'elles ne les concerne pas mais s'adresse surtout aux « mauvaises » entreprises en difficulté et aux « mauvais » travailleurs, ce qui semble n'être nulle part « le cas »! Assimilée souvent à des mesures coercitives visant à renforcer la discipline, elle n'est vue que comme une suite de désavantages pour les travailleurs qui la résument ainsi : « Gagner moins, travailler davantage. »

Dans les républiques baltes

Dans les trois républiques baltes d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie, « libérées du joug fasciste par l'URSS » selon les autorités, mais plutôt « annexées par les communistes » dans les années 40, pour les Baltes eux-mêmes, et qui jouissent d'un niveau de developpement relativement élevé, on note peu de signes marquants de changement à première vue : la même quantité de produits est accessible en permanence sur le marché aux mêmes prix qu'auparavant, sans passer par des files d'attentes qui semblent décidément bien être la plaie de Moscòu surtout et des villes de Russie. C'est pour garantir et renforcer leurs privilèges économiques et surtout développer leur nature d'entrepreneur, qu'ils définissent comme une part de leur identité nationale, que ces peuples « utilisent » à leur profit la *perestroïka* ; c'est à Tallinn, Riga et Vilnius que se sont épanouies toutes sortes d'activités faisant appel à l'initiative privée :

restaurants, cafés arrangés avec goût pour le plaisir et la détente, coiffeurs, couturières, et en Estonie, où un courant végétarien d'inspiration bouddhiste se renforce parmi la jeunesse, la culture de petits potagers privés. Cette Lituanienne explique ainsi cette réussite : « Il n'y a pas si longtemps nous vivions dans une économie capitaliste, nos mères s'en souviennent encore, cela fait partie de nos traditions et pour nous c'est plus facile que pour les Russes qui sont depuis si longtemps habitués à penser et agir collectivement qu'ils ne savent plus oser, prendre des risques. » Il est vrai qu'à Moscou le mouvement coopératif a décollé avec difficulté : il n'existe qu'une vingtaine de restaurants coopératifs pour ses neuf millions d'habitants, et certains sont en passe d'être fermés, accusés de « vol » parce qu'ils gagnent trop d'argent ; quand au propriétaire d'un taxi privé à Moscou, il doit payer sa patente à peu près 6 000 F par an.

Pour les Estoniens comme pour les Lituaniens, prendre au mot la réforme c'est forcer le développement des libertés individuelles. Celles-ci passent en Lituanie catholique par une liberté de confession qui fait partie, pour ce pays qui vient de fêter le six centième anniversaire de sa conversion au christianisme, de ses traditions culturelles. Mais si les prêtres reconnaissent que les persécutions religieuses ont cessé et que depuis un an de nombreux activistes religieux sont revenus du goulag, ils se refusent à parler d'une nouvelle tolérance religieuse, tant que celle-ci ne s'inscrit pas dans un cadre légal, et confirment « qu'aujourd'hui encore être religieux ici est toujours un acte de bravoure et dépend du courage personnel ».

Ce souffle de libéralisation, dont de plus en plus de gens craignent les lendemains qui déchantent, a été saisi au bond très vite par la jeunesse et une partie des intellectuels pour exprimer leurs aspirations « nationalistes », sous forme de groupements et surtout de bulletins et organes d'information indépendants en langue nationale, comme le petit bulletin en estonien « arc-en-ciel » souvent teinté d'un antisoviétisme de bon aloi dans ces républiques. La multiplication rapide des groupements autour d'intérêts communs, visant à créer une situation irréversible au cas où cet « état de grâce » prendrait fin, est sensible aussi chez les intellectuels leningradois, dont les revendications écologistes cachent une certaine résistance à la « soviétisation », et à Moscou où elles sont surtout humanitaires.

TRADITION ET MODERNISATION

Dans l'ensemble des républiques annexes du Nord et du Sud, c'est par la brèche ouverte de l'encouragement à l'initiative individuelle que se sont engouffrées toutes les potentialités, toutes les aspirations à plus de liberté que les gens lient toujours avec une certaine indépendance matérielle et économique. Les « contrats de famille » dans l'agriculture se développent avec lenteur dans les kolkhozes et sovkhozes où ils se heurtent à des problèmes pratiques liés à ceux de la production en général et insurmontables de ce fait au seul niveau local et régional : ces brigades familiales ne peuvent déterminer elles-mêmes le type de cultures à développer, elles ne peuvent être assurées non plus d'ohtenir les machines agricoles nécessaires à leur expérience, et sont impuissantes dans la plupart des cas à résoudre le problème du manque de transports pour acheminer leurs produits à vendre jusqu'au marché voisin.

Les Sibériens y sont plutôt opposés, estimant que cela demande un engagement individuel trop grand en regard des résultats, et vu les conditions climatiques de leur région.

Un sovkhoze arménien, dont le directeur précise que « la *perestroïka* y est déjà pratiquée depuis une dizaine d'années », comporte environ 25 de ces brigades. L'une d'elles composée d'un père et de ses deux fils cultive des pommiers sur 15 ha, un contrat de cinq ans ayant été passé avec l'Etat : ils estiment qu'en 1986 leur revenu mensuel s'élevait à près de 600 roubles (avec les 25 % perçus sur la production excédentaire, et la vente de leurs pommes autorisée sur le marché d'Erevan à cinq roubles le kilo), soit plus du double du revenu normal d'un travailleur agricole. Mais là encore les mêmes plaintes surgissent, sur l'absence de transports qui freine la productivité et limite le profit individuel.

Ici, comme en Géorgie, on juge avec circonspection la « réforme de Moscou », qui ne tient pas du tout compte, pense-t-on, des degrés de développement différents de ces régions et se solde par une baisse du niveau de vie. Le rationnement de certains produits alimentaires (par exemple le beurre : 400 g par personne par mois), qui ont dans le passé toujours figuré sur les tables d'hôtes légendaires des Géorgiens en quantité et en variété d'autant plus abondantes qu'ils étaient par ailleurs denrées rares dans toute l'Union soviétique, est vu comme une atteinte de plus au caractère national. La plaisanterie qui circule à Tbilissi précisant « qu'à l'heure de la *perestroïka*, si on passe toujours les commandes dans les magasins, on ne peut plus

désormais prendre livraison de la marchandise qu'à... la télévision », montre que les Géorgiens situent la réforme dans le cadre du discours et de la propagande officielle.

Commerçants doués pour les affaires, les Géorgiens ont toujours quelque chose à vendre grâce à la solidarité clanique d'une société organisée autour du pouvoir hiérarchisé des « grandes familles ». Appelée péjorativement la « maffia géorgienne » par les Russes qui leur reprochent d'être « les profiteurs du système », mais qui à tous les niveaux s'en remettent tout de même à eux pour pallier les carences en biens de consommation du système, elle fonctionne comme une compagnie d'import-export, traitant toute sorte d'opérations commerciales, des ordinateurs et appareils vidéo de marque étrangère à une « place » bien rémunérée dans les bureaux. Ils ont de ce fait été les premières cibles de la campagne de lutte contre la corruption, par laquelle Gorbatchev voulait assainir l'économie, et qu'ils considèrent comme une tentative de limiter leur liberté d'entreprendre.

Ils opposent donc une « résistance » sous la forme d'une plus grande efficacité économique dans les secteurs pénalisés par la réforme : le vin, dont les grappes ornaient déjà les églises géorgiennes du IVe siècle et indispensable au culte, a varié ses bouquets et sa production « privée » avec la « loi sèche », et le cadeau généralement offert à un Moscovite de passage est une caisse-dégustation d'une douzaine de crus différents.

Asie centrale : la réforme politique exacerbe le nationalisme

Les républiques d'Asie centrale, anciennes sociétés féodales islamiques, colonisées par la Russie tsariste avant de passer sous pouvoir soviétique après la Révolution, ne remettent généralement pas en cause les acquis du socialisme : c'est à toutes sortes de transferts de biens de l'Union soviétique que leur population doit son développement et un niveau de vie aujourd'hui convenable bien qu'en-deçà de la moyenne nationale. C'est grâce à l'irrigation soviétique que le paysan ouzbèque vend ses fruits et s'enrichit, et en général on profite sans trop d'efforts de la situation : la langue, la culture et les traditions qui soudent ces pays au monde musulman leur confèrent là aussi une certaine indépendance et les rend moins perméables à la soviétisation.

« On s'accommode » donc de la *perestroïka* tant qu'elle reste au niveau des « slogans » faciles à reprendre sans risque ou du « refrain de la *perestroïka* », et qu'elle ne brise pas l'espèce de consensus

politique qui repose sur le pouvoir démesuré du premier secrétaire de l'organisation locale du parti. Celui-ci, souvent comparé à un roi, sert de courroie de transmission entre le pouvoir central et la population locale et, tout en satisfaisant Moscou formellement, laisse le système de clientèle se perpétuer en accord avec la culture et les traditions. Dans le discours surtout, la « *perestroïka* est déjà de l'histoire ancienne » : pour le secrétaire du Parti azerbaidjannais elle date du moment où il y a déjà plusieurs années on a commencé « à traire les vaches mécaniquement », alors que le responsable d'un petit atelier de joaillerie au Daghestan précise en montrant quelques objets ciselés : « Nous l'avons faite depuis longtemps... une bonne fabrique n'en a pas besoin... mais il faut de la discipline pour les ouvriers paresseux. » Ce secrétaire du parti d'une ville de montagne, lui, souhaite aimablement la bienvenue aux étrangers au Daghestan, « au nom de la *perestroïka* ».

Mais la tentative gorbatchévienne de démocratiser l'appareil politique, par une plus grande « participation » à la base et une lutte contre la corruption par l'épuration de la nomenklatura locale, dérange le statu quo, et est considérée comme une tentative de briser la spécificité musulmane, et de maintenir l'emprise du pouvoir de Moscou. Ceci est conforté par le fait qu'aucune déclaration officielle n'est venue remplacer les violentes attaques du secrétaire général à Tachkent en novembre 1986 « contre toutes formes de manifestations religieuses ». Le remplacement du chef du Parti kazakh par un Russe dix jours plus tard et les émeutes qui ont suivi font dire à plus d'un que Gorbatchev ne connaît pas la province et ne tient en aucun cas compte des réalités des républiques islamiques.

Toutes les mesures prises par Moscou pour accélérer le développement de ces régions, comme le transfert de nombreuses familles tadjiks vers le nord avec le but avoué par les autorités de leur assurer une formation professionnelle et pallier le manque de cadres locaux (la main-d'œuvre rurale est pléthorique et justifie le choix des Russes pour l'encadrement, alors que l'intelligentsia locale dénonce une formation au rabais) ou le programme de planning familial visant à stopper la croissance démographique inquiétante de cette région, sont interprétées comme un moyen de démanteler les familles soudées par la tradition musulmane.

L'Ousbekistan résout le problème en contentant Moscou par des renouvellements successifs de cadres sans toucher aux plus hautes instances. Et l'on se demande en coulisses : « Quand donc finira-t-elle cette *perestroïka* ? »

Pour la Glasnost *se référer à Moscou*

Si pour ce jeune militant ouzbèque, grâce à la *Glasnost* « on peut maintenant critiquer les vieux cadres autrefois intouchables du parti », pour ce jeune Sibérien « elle n'est qu'un slogan articulé par la presse centrale ». Interrogé sur un article paru dans un journal moscovite sur l'impopularité croissante de la guerre d'Afghanistan parmi les jeunes, le directeur de la radio et télévision répond « qu'ici au Tadjiskistan, chaque jeune est fier, jusqu'à nouvel ordre, de faire son devoir internationaliste ».

Là, comme en Ukraine ou ailleurs, la *Pravda* est difficile à se procurer, « seul organe habilité à véhiculer officiellement la *Glasnost* », la presse locale ne se hasardant pas à prendre les devants dans ce domaine : l'exemple de ce rédacteur en chef d'un journal local de Vladimir en Russie, qui voulait publier un article sur les abus de pouvoir des autorités locales et s'en est vu empêché par la section locale du parti, sous prétexte qu'elle saperait l'autorité du parti, n'est pas un cas isolé.

Si beaucoup définissent la démocratisation comme une « aération du climat social », qui se manifeste par le fait qu'on ait moins peur de parler ou d'être dénoncé par ses voisins, les provinciaux en général se plaignent des pouvoirs démesurés des organes de sécurité locaux à la merci desquels ils se trouvent placés encore aujourd'hui, victimes, loin de l'attention des médias et observateurs étrangers, de chantages, tracasseries et de nombreuses persécutions.

Toutes ces visions, interprétations et rêves de *perestroïka* lui confèrent une espèce d'intemporalité telle qu'elle donne à beaucoup l'impression d'avoir été déjà vécue, sans avoir vraiment commencé pour eux. Bien rares sont les cas où on lui reconnaît le mérite de l'innovation et encore plus ceux où l'on apprécie à juste titre la portée économique de cette réforme. Et la tendance à l'assimiler à des mesures disciplinaires ou encore plus, à une nouvelle série de mesures administratives (qu'on pourra donc aisément contourner) montre qu'elle est restée dans l'ensemble incomprise.

Peut-être parce que, comme l'exprime ce Moscovite, « on veut remplacer les combines qui nous ont permis de survivre jusqu'ici, par quelque chose de nouveau et incertain, dont on a oublié de nous donner le mode d'emploi ».

RÉSUMÉ. — *Des républiques baltes ou de celles d'Asie centrale, de Sibérie ou de Géorgie, on juge avec circonspection la réforme de Moscou. La* perestroïka *est perçue comme une autre directive venant de Moscou.*